

Point 08: Réseau de transports collectifs urbains de l'agglomération nantaise – Evolution de l'offre lignes régulières à la rentrée de septembre 2018 et des tarifs au 1er juillet 2018 – Approbation

Intervention : Jean-Jacques MOREAU (Nantes)

Madame la présidente, chers collègues,

Notre réseau de transports collectifs est aujourd'hui indispensable dans le quotidien de milliers de personnes, la dernière enquête « déplacement grand territoire », menée en 2015, faisait apparaître que 26% des déplacements à l'intérieur du périphérique étaient faits en transports en communs. Nul besoin de vanter les mérites de cette mobilité qui fluidifie le trafic, réduit la pollution de l'air et notre empreinte carbone. C'est pourquoi, nous devons nous donner pour objectif de porter à son maximum la part modale des transports collectifs.

Ces dernières décennies, la croissance démographique, l'accueil de nouveaux habitants et la création d'emplois sur le territoire métropolitain ont généré une hausse constante du nombre de déplacements quotidiens sur le territoire. Aujourd'hui, nous investissons et entretenons le matériel et les voies qui permettront les déplacements de demain. Pour les communistes, la part modale des transports publics peut encore augmenter à l'intérieur comme à l'extérieur du périphérique. Pour cela, Nantes Métropole a engagé une refonte progressive de son réseau en étoile qui historiquement a été conçu autour de la place du commerce.

Restructurer notre réseau, investir ou simplement renouveler le matériel à un coût. A Nantes Métropole, nous avons fait le choix de financer les transports en communs à 60% par l'impôt. Nous avons notamment choisi lors du précédent mandat de porter le Versement Transport à 2% (son plafond maximum), rappelons que le Versement Transport est financé par un grand nombre d'employeurs du territoire métropolitain, ce qui permet une certaine justice fiscale pour nos administrés car nombreux d'employés habitent bien au-delà de notre métropole et bénéficient de notre réseau.

Il est certain que la question tarifaire cristallise toujours les débats. Et ici, la droite aime particulièrement s'insurger contre les hausses des impôts mais aussi contre les hausses des tarifs, le tout en demandant un maximum de service rendu.

Notre majorité veut continuer le développement des transports publics et pour cela les usagers participent à hauteur de 40% de leur financement. Nous votons les tarifs en cohérence et en responsabilité. Bien évidemment nous devons régulièrement nous interroger sur cette part demandée à l'utilisateur. Car l'attractivité du prix est en lui-même un argument pour convaincre le plus grand nombre de laisser sa voiture au garage. Mais le premier argument reste celui d'un réseau efficace et confortable. Pour autant, nous n'oublions pas les ménages les plus fragiles et c'est dans cet esprit que la tarification sociale des transports a été pensée pour plus de 54 000 bénéficiaires.

C'est également avec ces tarifs que nous pouvons faire évoluer positivement l'offre sur le réseau de la TAN, et les élus communistes se félicitent d'une offre pertinente en régulière augmentation. Une augmentation de l'offre qui s'accompagne d'un accroissement régulier de la fréquentation. Plus de 840 mille kilomètres supplémentaires à partir de septembre prochain, ce sont des fréquences plus régulières sur un certain nombre de lignes ainsi que la mise en œuvre de la C9.

Permettez-moi de terminer mon intervention sur la mobilisation essentielle des cheminots Français. Après les privatisations d'Air France, de France Télécom, d'EDF, de GDF et d'une bonne partie du système de santé. C'est la SNCF qui est aujourd'hui dans le collimateur des tenants du libéralisme économique. De nouveaux profits vont être privatisés et la dette socialisée. Ainsi comme dans d'autres pays européens les lignes les plus profitables seront offertes au capital pendant que les moins rentables seront simplement fermés, le reste des lignes restant à la charge des Régions. Là encore, l'Etat fait le choix d'aller à contre sens de l'Histoire, à contre sens des politiques d'avenir que les transports publics représentent pour les grandes agglomérations comme la nôtre et pour le monde rural qui y perdra bien plus.

Pour les élus communistes, l'avenir est aux transports en communs et nous devons soutenir le développement des grandes infrastructures nationales mais aussi les infrastructures locales car elles sont complémentaires. Comme nous devons soutenir l'ensemble du personnel qui fait vivre ce service public.

Je vous remercie de votre attention.